



# Communisme

SEPTEMBRE 2020  
#12



- ☆ Être à la hauteur de notre époque
  - ☆ Arborer, défendre, appliquer le Marxisme-Léninisme-Maoïsme
  - ☆ L'importance de la revue Crise
  - ☆ La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants
  - ☆ La situation du MLM sur le plan international
- + « Une réfutation des pontifes communistes de France et de Belgique »

# Être à la hauteur de notre époque

La crise du Covid-19 ouvre une nouvelle époque, parce qu'elle porte en elle tout un faisceau de contradictions historiques. L'humanité ne peut plus vivre comme avant, elle fait face à un défi qui est celui de trouver sa place dans la Biosphère. Elle ne peut plus simplement continuer à porter le mode de production capitaliste, qui mène très clairement à la destruction dans tous les domaines. Il faut une *rupture*.

On peut se douter que celle-ci n'est pas évidente. Elle implique une grande détermination face à la corruption capitaliste, une capacité à se tourner vers l'avenir, un sens de l'implication pour faire tourner les choses dans le bon sens. Sans un niveau idéologique suffisant, sans une lecture culturelle adéquate, on ne parvient pas à décrocher, à porter cette rupture, on est rattrapé par la vieille époque et ses valeurs.

Avec la crise du Covid-19, il s'est d'ailleurs déroulé un double phénomène. Il y a eu en effet d'un côté un effet de surprise, de peur, d'angoisse, face à un événement semblant incompréhensible eu égard à la prétention capitaliste de proposer un monde stable. Ce qui se déroule semble alors incompréhensible, calamiteux, une catastrophe et il y a une fuite en avant dans des raisonnements social-darwinistes, comme quoi les faibles doivent périr.

Cependant, de l'autre côté, il y a eu et il y a un sentiment de compréhension que toute une période s'était terminée. Avec le confinement, la fermeture des frontières, l'arrêt partiel des activités, la cessation du triomphalisme capitaliste... tout cela a dialectiquement également été une bouffée d'air frais. Cela a été enfin la preuve que le capitalisme ne pouvait pas se perpétuer sans connaître de blocages, qu'il n'est pas en mesure d'engloutir la vie privée et toute la société, et même la planète, sans que rien ne l'arrête. Le capitalisme apparaît comme dépassé.

Ce qui se pose comme alternative, c'est le socialisme ou la barbarie. Soit il y a une prise de conscience, un dépassement des vieilles valeurs et l'affirmation du communisme – que ce soit au niveau de la société ou dans le rapport à la nature. Soit il y a un repli national, identitaire, une fuite dans l'esprit de concurrence, la compétition, avec une acceptation du désastre et la tentative d'en profiter pour dominer les autres.

Soit la démocratie populaire, avec les masses laborieuses décidant des orientations de la société sur une base de partage, de coopération, de compassion, de refus des hiérarchies, d'unification des forces sociales et productives, soit le militarisme et la quête d'un sauveur national, menant au fascisme et la guerre impérialiste.

Soit la bourgeoisie est mise de côté politiquement, son État démantelé, son appareil d'État liquidé, avec le pouvoir populaire autour de la classe ouvrière, soit la haute bourgeoisie prend les commandes de l'État et pousse le capitalisme à participer à la bataille impérialiste pour le repartage du monde, en mobilisant de manière nationaliste et militariste.

Cette alternative ne se pose pas formellement. Il faudra du temps avant qu'elle se pose à tous les niveaux de la société. Du côté de la démocratie populaire, on ne sort pas du capitalisme facilement, que cela soit sur le plan des mentalités ou de l'établissement de nouvelles formes productives. Il y a beaucoup d'obstacles, comme l'aristocratie ouvrière, couche sociale achetée par les capitalistes, ou encore les influences néfastes d'une petite-bourgeoisie cherchant à abuser des masses pour négocier avec la bourgeoisie.

Du côté de la Réaction, il est difficile de faire passer le pays du libéralisme politique, du relativisme idéologique, de l'individualisme généralisé... aux mêmes valeurs, mais imbriquées dans un projet « collectif » agressif exigeant une participation à « l'effort national ». Le capitalisme dans sa forme libérale et le capitalisme dans sa forme fasciste sont à la fois la même chose et pas la même chose ; le passage de l'un à l'autre ne va pas sans heurt.

Il va de soi que ce qui est déterminant ici, ce sera la crise générale du capitalisme et plus précisément les formes qu'elle va prendre. On peut ainsi déjà voir que la dimension économique de la crise est terriblement profonde, qu'elle désarçonne de par son expression, qu'elle frappe pratiquement par surprise tel ou tel secteur. Le chômage, la précarité, la brutalité dans la vie quotidienne, l'angoisse pour le maintien de son existence sociale... tout cela peut être le terreau du fascisme, alors que la bourgeoisie cherche forcément une sortie par la rationalisation capitaliste et la guerre impérialiste.

Inversement, le caractère prolongé de la situation contribue à la réflexion, à la prise de conscience. Et on peut même voir, de manière relative, que les gens qui avaient tourné le dos aux valeurs du mode de vie dominant, qui ne faisaient pas confiance aux prétentions capitalistes, qui cherchaient un mode de vie alternatif... se sont subitement retrouvés comme ayant une certaine valeur, au lieu d'apparaître comme de simples marginaux comme auparavant.

Évidemment, il s'agit le plus souvent de démarches élémentaires, de repli, alors qu'il ne s'agit pas seulement de s'apercevoir que le rythme imposé par le capitalisme est insupportable. Si l'on s'arrête à cela, on ne voit pas que le capitalisme a fait son temps et qu'il ne s'agit pas de ralentir l'histoire, l'activité humaine en général, mais bien au contraire de l'accélérer. Il ne s'agit pas de faire triompher une démarche hippie pour « calmer », « encadrer » ou faire « reculer » le capitalisme, mais bien d'avoir une humanité active, protagoniste de choix nouveaux, permettant un nouveau développement. Il faut être à la hauteur de son époque.

Néanmoins, on peut ainsi déjà lire des comportements, des attitudes, des positionnements qui passent dans l'universel, la dimension planétaire, en opposition avec les valeurs cyniques, individualistes, nihilistes du capitalisme. Le dénominateur commun de tout c'est qu'il est considéré qu'on « ne peut plus faire comme avant ». Le refus du nucléaire ou de la chasse, l'exigence d'un haut niveau dans la santé, la détestation du gaspillage ou des divisions religieuses, l'affirmation du partage des biens culturels, que ce soit pour la musique, les films ou les images en général... De tels phénomènes rentrent, qu'ils en aient conscience ou pas, de manière tendancielle en conflit avec les exigences du 24 heures sur 24 du capitalisme.

Cela ne veut pas dire que les gens aient saisi toute l'ampleur du désastre, ni que la démarche ne soit pas récupérable en soi avec une modernisation du capitalisme. Ce qu'il y a ici, c'est une profonde contradiction entre d'un côté la bataille pour l'existence, avec la nécessité de travailler afin de pouvoir disposer d'un salaire pour vivre, de s'intégrer socialement, avec également l'aliénation faisant qu'on apprécie ce que propose le capitalisme... et de l'autre, de manière pas nécessairement comprise, un besoin culturel, matériel, psychologique de souffler, de temporiser, d'arrêter de sans cesse courir en suivant les desiderata du capitalisme, de s'épanouir en faisant les choses différemment, de manière meilleure. Dans quelle mesure cette contradiction sera positive, sous quelle forme, telle est la véritable question de fond.

En tout cas, il est possible de dire que les gens qui ont saisi avec satisfaction cette cassure, ce moment de pause dans la machinerie capitaliste, représentent la pointe de la conscience émergente qu'il faut en terminer avec tout cela, qu'il faut tout changer, que rien ne va plus. On est bien entendu encore loin de passer à l'affirmation qu'il faut détruire ce qui nous détruit, néanmoins un processus s'est enclenché.

Concrètement, on peut dire qu'il en est désormais terminé du grand élan capitaliste fondé sur l'effondrement du social-impérialisme soviétique et l'intégration de la Chine social-fasciste dans la division internationale du travail. Ce qui se brise, c'est le consensus capitaliste qui s'est maintenu entre 1989 et 2020, fondé sur une élévation relative du niveau de vie à l'échelle mondiale, l'absence de guerres majeures à travers le monde, une modernisation technologique et un meilleur accès à la santé.

Cette période entre 1989 et 2020 a été une traversée du désert au point de vue de la proposition stratégique communiste, cela a été extrêmement difficile à vivre pour les avant-gardes révolutionnaires de par le monde. La thèse selon laquelle le capitalisme va à la guerre semblait périmée ; le capitalisme élargissait la consommation de masses et semblait rendre caduque l'affirmation que l'exploitation conduisait à l'appauvrissement. Le mode de vie des masses changeait, que ce soit avec les ordinateurs, internet, les téléphones portables, le renforcement du cinéma et de la télévision dans la vie quotidienne. Une vaste petite-bourgeoisie se renforçait dans les pays impérialistes, développant des activités culturelles semblant épanouissantes ou du moins divertissantes.

Le terrain conquis avec tant de difficultés dans les années 1960-1970, lieu des engagements dans les années 1980, s'est littéralement évaporé en 1989. L'effondrement du social-impérialisme soviétique a permis aux pays impérialistes occidentaux de s'approprier de nouveaux marchés, et par l'intégration de la Chine social-fasciste, la production et la consommation capitalistes ont connu un grand élargissement.

Dans un tel contexte, la reconstitution des avant-gardes a été un combat difficile, exigeant de la patience et de la ténacité. En France, le PCF(MLM) se fonde sur un processus né dans les années 1990, avec l'affirmation du maoïsme au tout début des années 2000, pour une grande opération de reconstruction idéologique des principes fondamentaux. En Belgique, pays connaissant pareillement une grande tradition révolutionnaire, le processus d'agrégation des forces assumant la rupture avec le capitalisme a abouti en 2010 à la formation du Centre MLM.

Mais il ne s'agit pas que d'une récupération du patrimoine communiste. Il s'agit également d'un approfondissement, pour être à la hauteur des enjeux de l'époque. La question animale, notamment, se pose avec toute son acuité. On trouve à l'arrière-plan la contradiction entre villes et campagnes, avec la place de l'humanité dans la biosphère comme toile de fond d'une bataille pour l'orientation future qui doit être prise.

Nous ne comprenons pas les gens qui disent qu'ils veulent la révolution, mais qui n'ont aucun point de vue concret, pratique, sur toutes les questions brûlantes de notre époque et dont le discours pourrait se situer en 1980, en 1960, en 1930, voire même en 1900. S'imaginer qu'on peut mener une politique révolutionnaire en étant totalement dépassé culturellement est simplement une aberration strictement équivalente aux fascinations petites-bourgeoises pour tout ce qui apparaît comme nouveau phénomène culturel ou social.

Il faut être ancré dans son époque, dans sa société. La révolution n'est pas un processus cosmopolite. Ce qu'on appelle guerre populaire n'est pas un concept technique, mais une réalité populaire, avec le peuple composé de gens concrets, existant avec leur sensibilité dans une réalité matérielle bien définie. Il faut à la fois être en phase avec le peuple et avant-garde tourné vers le dépassement de la réalité, là est la contradiction productive définissant les communistes.

C'est d'autant plus vrai à une époque de crise et qui dit crise dit révolution. Ce qui se termine, c'est une époque où les révolutionnaires étaient marginalisés ou corrompus en raison de l'élan capitaliste. Cette époque était celle d'une neutralisation relative des antagonismes. On peut même dire que, depuis les années 1950, les pays capitalistes ont d'ailleurs connu une telle neutralisation, la vague révolutionnaire s'exprimant principalement en Afrique, en Amérique latine, en Asie. Les gens des pays capitalistes ont été écrasés par le capitalisme et ses valeurs, ils ont été intégrés dans sa démarche, adoptant le mode de vie qu'il a exigé. On en arrive désormais au point de rupture.

Une vie authentique n'est possible que dans le combat pour la libération et auparavant, c'est de manière isolée socialement qu'émergeait une telle démarche, que ce soit dans les « gauchistes » français autour de mai 1968, dans des initiatives ouvrières violentes italiennes des années 1970, dans les squats de Berlin des années 1980. Il y avait une coupure complète entre des avant-gardes prisonnières de leur style alternatif et des larges masses entièrement coupées de leur démarche et même inaccessible de par leur dédain pour ce qui n'était pas le mode de vie capitaliste traditionnel. La situation a changé avec l'ouverture de la crise ; le décrochage antagonique avec le 24 heures sur 24 du capitalisme reprend son sens !

Le projet de recomposer le tissu prolétarien par le mouvement démocratique des masses déchirant violemment l'hégémonie capitaliste à tous les niveaux peut reprendre son cours naturel. Le besoin de communisme peut s'exprimer de nouveau, secteurs par secteurs dans les masses populaires, en se posant comme hypothèse stratégique s'adressant de manière la plus large possible.

C'est un processus dont ne nous sommes qu'au début. Mais notre fierté est de l'avoir préparé, d'être en première ligne dans ce début. Et nous avons confiance dans la victoire de ce processus de dépassement de la crise générale du capitalisme, par la victoire des masses populaires pays par pays dans un processus prolongé et l'instauration, comme réalisation finale de la république socialiste mondiale.

**Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste de Belgique**  
**Parti Communiste de France (marxiste-léniniste-maoïste)**



## **Arborer, défendre, appliquer le Marxisme-Léninisme-Maoïsme**

### **Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste [Belgique]**

L'échec du processus d'unification des communistes révolutionnaires de Belgique à travers un processus de discussion et de pratique commune dans le cadre du Bloc Marxiste-Léniniste est maintenant évident. Cet échec signifie-t-il que l'expérience a été une perte de temps ? Non. Les maoïstes qui ont participé à cette expérience n'ont pas seulement fait l'expérience des limites indépassables d'autres composants du Bloc ML (essentiellement les héritiers du courant « pro-albanais », veufs du PCMLB).

Les débats acharnés pour le développement d'une unité politique, idéologique et stratégique nous ont permis d'affiner et de préciser notre propre compréhension de ces problèmes, de saisir mieux que jamais la spécificité, l'originalité, la force et la justesse des positions marxistes-léninistes-maoïstes, et à mettre en évidence le caractère néo-révissionniste du noyau des ex-PCMLB.

La première rupture au sein du Bloc ML (avec ceux qui allaient constituer le groupe « Classe contre classe », essentiellement actifs aujourd'hui comme pôle marxiste-léniniste au cœur du Secours Rouge de Belgique) paraissait motivée par les divergences sur les rapports entre organisation politique et organisations de masse (dans ce cas précis : le Secours Rouge. Mais la discussion avait une portée plus générale, pouvant concerner les Comités de lutte syndicale ou la lutte antifa).

La seconde rupture (qui marque l'échec définitif et la liquidation du Bloc ML) s'est manifestée par notre opposition, dans la préparation du 1er Mai, à des compromis politiques et idéologiques avec les révisionnistes et leurs alliés du Parti Humaniste. Mais derrière les débats qui semble-t-il, ont provoqué ces ruptures, il s'est manifesté une ligne de fracture sous-jacente, de plus en plus évidente, et qui a trait à la nature néo-révissionniste du noyau « pro-albanais ». La question de la guerre populaire s'est vite révélé le nœud principal.

A peine la rupture avec le courant « Classe contre classe ! » consommée, le noyau d'ex-PCMLB a révélé son caractère néo-révissionniste en pesant de tout son poids pour que le Bloc se démarque au maximum de l'expérience des Cellules Communistes Combattantes. Une critique de l'expérience des CCC est nécessaire, mais il doit s'agir d'une critique servant le progrès révolutionnaire, une critique reconnaissant les apports de cette expérience, une critique visant à dépasser dialectiquement cette expérience.

Les attaques acharnées, de plus en plus virulentes et provocatrices contre le maoïsme, (à travers la théorie du Parti ou la théorie de la triple oppression) visaient en définitive l'essence même révolutionnaire et dialectique du marxisme-léninisme-maoïsme : la guerre populaire comme vecteur d'émergence du nouveau contre l'ancien.

Le Centre MLM (Belgique) assume tous les documents théoriques produits par le Bloc ML, et donc principalement ceux publiés dans la revue Clarté. Notre constitution en Centre maoïste nous fait devoir de préciser et d'affiner nos positionnements, libérés des entraves qu'y mettaient les ex-PCMLB, qui sont aujourd'hui démasqués comme néo-révissionnistes.

**16 juillet 2010**

# L'importance de la revue Crise

La revue au format pdf *Crise* a été lancée en mai 2020 comme initiative francophone franco-belge. L'idée était très simple : il s'agissait d'avoir un média afin de pouvoir fournir toute une série de documents sur la seconde crise générale du capitalisme, pour en connaître ses aspects sociaux, économiques, politiques, idéologiques, militaires, etc.

Des articles à la fois denses et accessibles devaient fournir un aperçu sur les aspects de la crise, sur le modèle des analyses régulières faites par l'Internationale Communiste dans les années 1920-1930 à la suite de la première crise générale du capitalisme. Sans de telles analyses, impossible

naturellement de s'orienter, ni d'avoir un regard correct sur l'évolution de la crise, car évidemment ce phénomène ne saurait être linéaire, pas plus que n'importe quel phénomène.

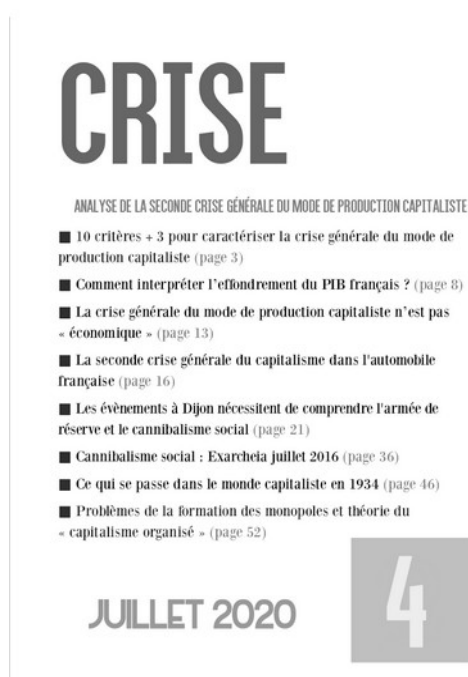
Il y a ainsi eu cinq numéros de mai à août 2020, avec dans l'idée une parution au moins mensuelle pour toute une période, et en tout cas une publication dans une perspective à long terme afin de disposer d'une réelle base documentaire disponible pour les militants. Il s'agit bien entendu de parvenir à un va et vient d'échanges entre les expériences concrètes faites par rapport à la crise, dans le cadre du processus révolutionnaire.

Le premier numéro, en mai 2020, pose ainsi les bases théoriques de l'initiative, avec d'un côté l'explication du principe de crise (et de son envergure), de l'autre un avertissement quant à la déviation prétendant que se forme un capitalisme « organisé ». Sont ici visés Eugen Varga et Paul Boccara, les théoriciens du « capitalisme monopoliste d'État ».

Le second numéro, en juin 2020, analyse plus directement de nombreux aspects concrets de la crise, tout en soulignant la question de la guerre impérialiste comme « sortie » de crise ; il faut cependant également noter une étude de la sur-alimentation imposée par le mode de vie capitaliste pour élargir sa base. Le troisième numéro date également de juin et consiste principalement en une présentation de la seconde crise générale du capitalisme dans ses aspects théoriques. On retrouve toutefois un constat sur la décadence et le militarisme s'affirmant dans la société capitaliste, constat formant l'arrière-plan véritable de la revue, tout à fait dans l'esprit de l'Internationale Communiste.

Le quatrième numéro, en juillet, est à ce titre assez exemplaire de la démarche posée. Un petit article théorique sur la crise accompagne des analyses des expressions de la crise économique, des constats sur la décadence de la société capitaliste et une dénonciation de la théorie du capitalisme « organisé ». Le cinquième numéro, en août, se situe dans la même perspective.

On peut en fait dire que la revue *Crise* – dont le sous-titre est « Analyse de la seconde crise générale du mode de production capitaliste », est composée, pour ses cinq numéros, pour un tiers d'articles quant à la crise économique, pour un autre tiers d'articles contribuant à cerner les aspects de la crise générale, enfin d'un bon tiers quant à la tendance à la guerre impérialiste, la décadence de la société capitaliste et la réfutation de la théorie du capitalisme « organisé ».



# La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants

Si l'on prend les 500 entreprises mondiales les plus importantes, on trouve pour la Turquie, à la 420<sup>e</sup> place la Koç Holding, qui regroupe 113 entreprises dont des institutions de crédit, une raffinerie de pétrole, des usines de tracteurs, des usines de carrosseries d'autobus, des entreprises touristiques, la production d'électro-ménager notamment avec Beko, etc. On trouve également, de manière importante bien que moins puissante, la Sabancı Holding (avec notamment l'un des leaders du textile Kordsa Teknik Tekstil), la OYAK Holding, ainsi que trois monopoles étatiques : Turkish Airlines, la Halkbank et la Vakıfbank.

Dans tous les cas, on est très loin d'une exportation de capital de type impérialiste, dans un pays où le quart des femmes se marient avant 18 ans. D'ailleurs, pour une partie significative de leurs activités, toutes ces principales entreprises turques sont en étroite partenariat avec des entreprises de pays impérialistes (Toyota, Citibank, Philip Morris, Carrefour, DuPont, etc.).

La Turquie est en fait un pays dépendant très actif. Cela se lit dans les chiffres suivants. Ses investissements directs à l'étranger étaient de 27 millions de dollars en 1991, d'un milliard de dollars en 2005, de 4,7 milliards de dollars en 2015. En apparence, c'est très impressionnant. Cependant, en réalité, en 2015, cela ne formait pour autant que 0,32 % des investissements directs à l'étranger dans le monde, contre 0,01 % en 1991. Cela reste profondément marginal. La Turquie a profité de l'élan capitaliste après 1989, mais n'a pas changé de base. D'ailleurs, en 2015, la Turquie a connu une pénétration du capital étranger de 16,5 milliards de dollars, soit bien plus que ses propres interventions capitalistes hors de son territoire.

## **L'agressivité expansionniste du militarisme turc**

Pourtant, malgré cette faiblesse très claire du point de vue économique, la Turquie est particulièrement agressive. Elle est active avec l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, elle a occupé une partie de Chypre en 1974, elle fait du Kurdistan irakien un satellite, elle intervient en Libye, elle a soutenu activement l'État islamique afin de profiter de pénétrer militairement en Syrie et elle a décidé, au nom de forages pétroliers en mer, d'assumer une position frontale avec la France et la Grèce.

Signe de cette tendance, la Turquie produit 70 % de son armement et le but, à l'horizon 2023, c'est de parvenir à ce que ce soit à hauteur de 100 %. On voit mal comment c'est possible technologiquement, comme le prouve l'achat à la Russie, au grand dam de l'impérialisme américain, du système de défense anti-aérienne et anti-missile S 400, extrêmement avancé.

La question de savoir d'où provient une telle agressivité est d'une grande importance. Il existe de très nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie depuis les années 1970 et elles s'écharpent précisément sur cette question. Certaines voient la Turquie exprimer une agressivité propre au capitalisme, d'autres y voient l'activité d'un satellite américain, d'une néo-colonie. Certaines parlent de semi-capitalisme, d'autres de capitalisme avec des restes féodaux dans la superstructure ou encore de capitalisme bureaucratique.



## **La matrice de la Turquie : la crise générale du capitalisme**

Ce n'est nullement un hasard que la Turquie devienne particulièrement agressive dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. Ce pays est né de la première crise générale du capitalisme. C'en est même une composante.

Depuis la fondation de la République de Turquie par Mustafa Kemal en 1923, ce pays connaît d'innombrables soubresauts politiques, économiques, militaires, idéologiques, au point qu'en fait il aura été en crise permanente pendant pas moins d'un siècle. La moitié de son existence, au moins une partie du territoire aura été sous le régime de l'état d'urgence !

Il faut saisir que le pays est né sur les ruines de l'empire ottoman, ce qui a généré l'expulsion de plus d'un million de Grecs de son territoire, à quoi il faut ajouter à l'arrière-plan le génocide arménien de 1915 à 1923. La Turquie a réussi à sa fondation à expulser de son territoire les armées étrangères visant à une occupation permanente, mais est passée sous emprise allemande, puis sous emprise britannique, enfin sous emprise américaine. Il y a eu une instabilité permanente, avec des coups d'État militaires en 1960, 1971 et en 1980. Il y a de plus une importante minorité nationale kurde, qui a été inlassablement réprimée militairement pendant un siècle, alors que le pays a également d'importantes autres minorités, tels les Lazés, les Tcherkesses, les Arabes, les Zazas, de nombreux peuples caucasiens, etc.

### **Le régime turc, traversé par la violence**

La Turquie est ainsi un pays d'une immense culture, mais également d'une immense complexité. Il existe de très nombreuses minorités, le pays a été formé par en haut ; il est à la fois un mélange de peuples et de nations et en même temps il forme une véritable bloc unifié. L'État central est quant à lui, depuis sa naissance, ultra-paranoïaque. Lors de l'effondrement de l'empire ottoman, les pays impérialistes voulaient en effet dépecer la partie turque de celui-ci et ont envoyé des troupes d'occupation. Une partie devait passer sous domination britannique, une autre sous domination française, des zones grecque et arménienne être mises en place et Istanbul former un petit État.

Ce scénario de cauchemar du point de vue turc est une clef de ce dispositif ultra-militariste turc, profitant d'un énorme écho populaire au nom de la « défense » des intérêts nationaux, mais en réalité au service de grands propriétaires terriens alliés à une haute bourgeoisie liée aux pays impérialistes et servant d'intermédiaires. Dans un tel cadre, l'armée joue un rôle omniprésent et les interventions clandestines de sa part – par des « disparitions », des meurtres, la contre-guérilla – ont été innombrables.

Cela fait de ce pays l'un des principaux maillons faibles de la chaîne des pays dépendants. Le pays est né sur le tas, dans le cadre de la première crise générale du capitalisme. Il a été relativement « gelé » avec l'affrontement des superpuissances américaine et soviétique. Mais une fois le cadre général remis en cause par la seconde crise générale du capitalisme, il repart en roue libre.

### **Le kémalisme**

Le kémalisme naît comme réponse bourgeoise nationale à la tentative de partage impérialiste du pays. C'est ce qui explique son nationalisme ultra, son insistance sur la primauté absolue de l'État central et sur les nécessités de moderniser le pays. Les premiers succès militaires de Mustafa Kemal et le développement de la première crise générale du capitalisme aboutirent à

un compromis et le kémalisme instaura un régime avec la reconnaissance des impérialistes, en échange d'une importante pénétration de ceux-ci dans le pays.

La Turquie est alors un pays comme bloqué. La bourgeoisie a commencé sa guerre d'indépendance mais s'est vendue dès le départ, en alliance avec les grands propriétaires terriens afin d'asseoir le nouveau régime. La bourgeoisie nationale authentique, arrivée trop tard historiquement (et en partie non-turque et notamment arménienne), s'est effacée devant une bourgeoisie « turquifiée » vendue à l'impérialisme .

Tout au long des années 1920, la Turquie connaît alors un terrible déficit commercial, alors que le capital des pays impérialistes s'approprie des entreprises ferroviaires, des mines, des industries, des commerces, des banques. En 1924, l'Allemagne possédait déjà 2352 des 4086 km de voies ferrées ; en 1937, 42 % des exportations et 36,5 % des importations sont avec l'Allemagne. La Turquie soutiendra d'ailleurs indirectement l'Allemagne nazie, maintenant ses échanges économiques massifs jusqu'à la toute fin de la guerre.

Cela se situait dans le prolongement d'une pression toujours plus grande sur les masses. De très nombreuses grèves avaient été réprimées dans le sang par le régime, alors qu'en janvier 1921 avait déjà été liquidée physiquement la direction du Parti Communiste de Turquie.

À partir de 1931 la police avait toute latitude pour les arrestations ; en 1934 le parlement donne à Mustafa Kemal le nom d'Atatürk, « le père des Turcs ». En 1936 furent supprimés les jours fériés et l'interdiction du travail des enfants, avec même une loi sur le travail repris de l'Italie fasciste ; en 1931 la presse fut contrôlée et en 1939 toute organisation chapeauté par l'État ; en 1943 les produits agraires furent taxés de 12 %, frappant durement les petits paysans, etc.

## **Le changement de tutelle après 1945**

Le CHP, Parti républicain du peuple, qui avait été pro-Allemagne nazie, perdit la main après la seconde guerre mondiale au profit du DP, le parti démocratique, qui était pro-américain. La Turquie « bénéficia » du plan Marshall et d'un soutien militaire massif, les entreprises des pays capitalistes investirent en Turquie de manière approfondie, ce pays basculant dans l'OTAN en 1952 et en 1955 dans ce qui sera appelé le CENTO, faisant de ce pays une forteresse pro-impérialiste aux frontières avec l'URSS. C'est alors l'armée qui est passée aux commandes, commençant à mettre en place un complexe militaro-industriel.

C'est ainsi elle qui renverse le gouvernement du DP en 1960, qui avait été incapable de stabiliser le régime malgré sa démagogie pro-religieuse et nationaliste, aboutissant notamment à l'émeute d'Istanbul de 1955 contre la dernière communauté grecque, avec de nombreux morts et des dégâts très importants contre des bâtiments liés aux Grecs (4348 magasins, un millier de maisons, 110 hôtels, 27 pharmacies, 23 écoles, 21 usines, 73 églises, 2 monastères, une synagogue...). Cela provoqua l'exode de plus de 100 000 Grecs.

Le DP devenu AP (Parti de la justice) reprit le pouvoir quelques années après, accompagnant la transformation de la Turquie en une base productive pour les pays impérialistes, le déficit commercial de 1960 à 1972 étant d'entre 113 et 677 millions de dollars selon les années. La Turquie dépend alors très largement des États-Unis et de l'Allemagne de l'Ouest, puis de la France, du Japon, de la Grande-Bretagne, de la Suisse, de l'Italie, des Pays-Bas, de la Belgique.

Le social-impérialisme soviétique fut également toujours plus présent, fournissant entre 1966 et 1979 2,7 milliards de dollars de crédit, soit plus que les États-Unis entre 1930 et 1974. L'instabilité continua cependant au point que l'armée intervint de nouveau, pour un second coup d'État, en 1971.

## **Les années 1970 et la systématisation de l'ultra-violence**

En 1970, le régime turc était à l'agonie. Le quart du budget du pays passait à l'armée, contre seulement 4,7 % pour le développement de l'agriculture où vivait 65 % des habitants en 1970, et 3,8 % pour la santé. En 1970, plus du tiers des habitants des villes habitaient dans des bidonvilles (les « gecekondus », bâtiment construits en une nuit) ; plus de la moitié de la population est analphabète. 55 % des enfants meurent avant d'atteindre 18 ans. L'émigration devint massive vers l'Allemagne de l'Ouest, mais aussi l'Autriche, la Suisse.

Dans ce contexte misérable, marqué par des révoltes alors que l'impérialisme s'installa toujours plus largement, que les grands propriétaires terriens écrasaient les paysans, l'armée bascula alors dans l'écrasement. Le coup d'État de 1971 ouvrit une séquence qui allait s'étendre jusqu'à la fin des années 1990, avec une systématisation de l'ultra-violence. Face à la crise ininterrompue, l'armée prit les commandes en tant que tel et généralisa les arrestations, les meurtres, la torture, les interventions violentes, légales comme clandestines, directes ou par l'intermédiaire de réseaux nationalistes mafieux. Ceux-ci agirent notamment de manière marquante avec leur massacre, en décembre 1978, dans la ville de Kahramanmaraş, d'un millier de militants de gauche, jusque leurs familles.

Le premier mai 1977 avait déjà été marqué par des tirs contre la foule, faisant des dizaines et des dizaines de tués, alors que manifestaient 600 000 personnes. Les services secrets, le MIT, développaient directement des stratégies avec l'impérialisme US, pour contrer la multitude d'organisations révolutionnaires issues des trois premières initiatives du début des années 1970, la THKO, le THKP/C, le TKP/M-TIKKO, qui développaient la lutte armée. Les affrontements se généralisaient, avec une dizaine de morts par jour, plus de 5 000 au total, dont plus de 2000 militants des organisations révolutionnaires.

Alors que l'économie était à deux doigts de l'effondrement, l'armée prit alors l'initiative de mener un nouveau coup d'État, en décembre 1980, arrêtant 650 000 personnes, plaçant 1,6 million de personnes sur des listes noires, etc.

## **Des années 1980 à l'affirmation expansionniste ouverte**

L'armée géra directement le pays de 1980 à 1983 et les organisations révolutionnaires ne furent pas en mesure de se réorganiser avant 1987, atteignant ensuite un haut niveau de combativité durant les années 1990. Les organisations révolutionnaires qui eurent alors le plus de succès furent le DHKP/C (guévariste), le MLKP (hoxhaïste), ainsi que relativement le TKP(ML) et le TKP/ML (tous deux maoïstes). Elles se sont toutefois enlisées, alors qu'inversement le PKK connaissait un succès toujours plus grand dans les masses kurdes, atteignant une grande ampleur et réussissant clairement à soumettre les organisations révolutionnaires par rapport à son propre agenda, sauf le DHKP/C.

L'échec des organisations révolutionnaires à faire basculer les choses dans les années 1990 a comme pendant le succès de Recep Tayyip Erdoğan. Celui-ci a été élu maire d'Istanbul en 1994, premier ministre de 2003 à 2014, année où il est devenu président de la République. Sa domination politique correspond à tout un changement dans la réalité turque. Islamiste, Recep Tayyip Erdoğan prônait une réactivation de l'idéologie islamique-ottomane, et non plus simplement un républicanisme « turc ». Il était en phase avec une haute bourgeoisie cherchant l'expansion.

L'erreur des organisations révolutionnaires de Turquie a ainsi été très simple. Toutes ont considéré que la Turquie était entièrement soumise à l'impérialisme américain par l'intermédiaire de l'armée. Or, l'arrivée de Recep Tayyip Erdoğan au pouvoir correspond à

l'arrivée d'une nouvelle faction au pouvoir. On en a la preuve avec le procès de centaines de personnes à la fin des années 2000, accusées de faire partie du réseau Ergenekon composé de militaires et de membres des services secrets. C'était là la décapitation de l'appareil d'État kémaliste. La réponse américaine fut notamment la tentative de coup d'État en 2016 par l'intermédiaire de la congrégation islamique Gülen, qui a échoué.

Mais le nouveau régime a réussi à se mettre en place. Il dépasse le nationalisme kémaliste né de la première crise générale du capitalisme pour y ajouter et placer comme aspect principal les visées néo-ottomanes.

## La question du PKK et la Rojava

L'affirmation expansionniste de la Turquie ne pouvait concrètement pas être suivie par les Kurdes, ce qui explique que le PKK a été le seul mouvement capable de tenir face à la déferlante nationaliste-islamique, puisque les organisations révolutionnaires avaient fait l'erreur de croire qu'il y aurait un statu quo dans le suivisme des États-Unis.

Le PKK, Parti des Travailleurs du Kurdistan, est historiquement un mouvement très incohérent ; né sur une base communiste, il a néanmoins immédiatement cherché l'affrontement militaire, à la fin des années 1970, avec les organisations révolutionnaires de Turquie, et il a souvent été adepte du coup de force contre elles, jusqu'à aujourd'hui. Le PKK ne tolère aucune concurrence.

Inversement, il peut par moment exprimer un véritable internationalisme et une grande sympathie pour celles-ci, de par une convergence naturelle, notamment de sa base. De plus, le PKK exprime une bataille démocratique des masses kurdes et cela produit une abnégation par moments, un combat démocratique d'une grande profondeur. Il est également d'autant plus difficile d'appréhender le PKK de par le fait que les Kurdes sont historiquement divisés territorialement dans plusieurs pays (Turquie, Iran, Irak, Syrie).

En tout cas, afin de subsister politiquement et surtout militairement lors de l'existence de branches armées, toutes les organisations révolutionnaires de Turquie, à l'exception du DHKP/C, se sont alors mises littéralement à la remorque du PKK. Cela est vrai dès juin 1998 avec la *Plate-forme des forces révolutionnaires unies* (BDGP), regroupant le PKK, le TKP(ML), le MLKP, le TKP/ML, le TDP, le DHP, le TKP-Kıvılcım. Et cela prendra une ampleur encore plus grande lorsque dans la guerre civile syrienne, les forces kurdes établissant une zone indépendante, la *Rojava*, amenant en Turquie et au Rojava la mise en place du *Mouvement révolutionnaire uni des peuples* (HBDH), avec le PKK, le TKEP/L, le TKP/ML, le MKP, TIKB, le DKP, le MLKP, le THKP-C/MLSPB, le DK.

Est-ce là un choix adéquat contre la Turquie expansionniste ? En fait, à l'arrière-plan, il y a la question de savoir si la Turquie existe réellement et si la révolution se définit dans son cadre, ou bien si elle doit disparaître au profit d'un cadre régional de dimension proche-orientale. Il va de soi que le PKK pousse en ce dernier sens, de par son agenda national se définissant sur plusieurs pays, alors qu'inversement il y a une lecture considérant qu'un cadre national est toujours spécifique, à l'instar du DHKP/C et du TKP/ML (ce dernier s'étant retiré du HBDH précisément au sujet de cette question).

## La fuite en avant panturquiste de la Turquie

Les organisations révolutionnaires furent ainsi dépassées par cette émergence d'une Turquie ouvertement agressive ; à leurs yeux, cela n'était pas concevable. Pourquoi les organisations révolutionnaires de Turquie ont-elles fait cette erreur ? En fait, elles n'ont pas vu que la Turquie partait en roue libre. En 1974, la Turquie avait déjà occupé une partie de Chypre,

affirmant son expansionnisme qui ensuite, avec l'effondrement du social-impérialisme soviétique, s'est d'autant plus exprimé. Il existe en effet de très nombreux peuples dans le monde qui relèvent de l'histoire turque, avec son langage et sa culture : les Ouzbeks, les Ouïgours en Chine, les Azéris, les Kazaks, les Kirghizes, de nombreux peuples de Russie tels les Iakoutes ou les Tatars, les Turkmènes, etc.

Beaucoup de ces peuples vivaient en URSS et l'impérialisme américain a massivement appuyé le panturquisme afin de contribuer à déstabiliser son concurrent. La Turquie actuelle prolonge en fait, en roue libre, cette démarche, qui est un fanatisme culturalo-racialiste. Ainsi, une partie importante des gens d'origine turque en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en France, en Suisse... refuse toute assimilation, se définissant comme « Turcs », ne se mariant qu'entre Turcs, etc. Le panturquisme vise à l'union des Turcs et ce jusqu'en Chine et en Sibérie.

Il y avait là un espace pour que la haute bourgeoisie turque, disposant d'une armée massive issue de la guerre froide, ultra-agressive de par les fondements de la Turquie « moderne », se précipite dans une orientation expansionniste.

Ces ambitions démesurées ont littéralement porté une nouvelle vague politique en Turquie, dont

Recep Tayyip Erdoğan est l'expression directe. La dimension musulmane est toutefois également extrêmement importante ici, car le panturquisme, déjà largement présent dans le kémalisme, s'est couplé aux Frères musulmans, dont le Qatar et la Turquie sont les bastions.

## **La fuite en avant ottomane de la Turquie et le Qatar**

Il n'y a pas d'Islam (sunnite) sans calife et c'est l'empire ottoman qui pendant plusieurs siècles a joué le rôle du califat. Son effondrement en 1918 a provoqué la naissance de l'islamisme comme mouvement visant à la reconstitution d'un califat. Lancé dans ses velléités expansionnistes, la Turquie a réactivé l'idéologie de l'empire ottoman, se proposant comme « protectrice » de l'Islam. Cela l'amène à avoir une influence très importante en Albanie et en Bosnie-Herzégovine.

Cette ligne islamique néo-ottomane est évidemment en conflit avec les prétentions de l'Arabie saoudite à se proposer comme modèle et gardienne de la Mecque. Les « wahabites » saoudiens sont ainsi en conflit ouvert avec la Turquie qui se fonde sur l'idéologie des frères musulmans, dont le bastion est le Qatar. Le « printemps arabe », où la chaîne qatarie Al-Jazeera a joué un grand rôle, a en fait été une série de révoltes pro-frères musulmans, notamment en Égypte.

Le Qatar a très peu d'investissements en Turquie, mais très ciblée, épaulant celle-ci lorsque ses dettes sont trop importantes, faisant en 2008 l'acquisition pour plus d'un milliard de dollars du second groupe de médias (dirigé entre 2007 et 2013 par le gendre de Recep Tayyip Erdoğan), achetant pour 1,4 milliards de dollars le plus grand satellite de télévision turque, rentrant à 49 % dans une production de véhicules militaires avec même un représentant militaire qatarie membre de la direction.

## **La Turquie et la double dynamique de sa fuite en avant**

La Turquie est dans un double système idéologique : d'un côté, en tant que « prolongement » de l'empire ottoman, il se prétend le cœur de l'Islam, ce qui justifie son hégémonie ; de l'autre, il y a un discours racialiste non religieux. Ce bricolage a comme base des velléités expansionnistes, mais en même temps il ne peut tenir que par les velléités expansionnistes.

On peut dire que, depuis le départ, la Turquie est le maillon faible de la chaîne des pays dépendants, parce qu'elle est née dans un bricolage issu de la première crise générale du capitalisme, qu'elle s'est maintenue artificiellement dans le cadre de la guerre froide et qu'avec la seconde crise générale du capitalisme sa fuite en avant se transforme littéralement en détonateur.

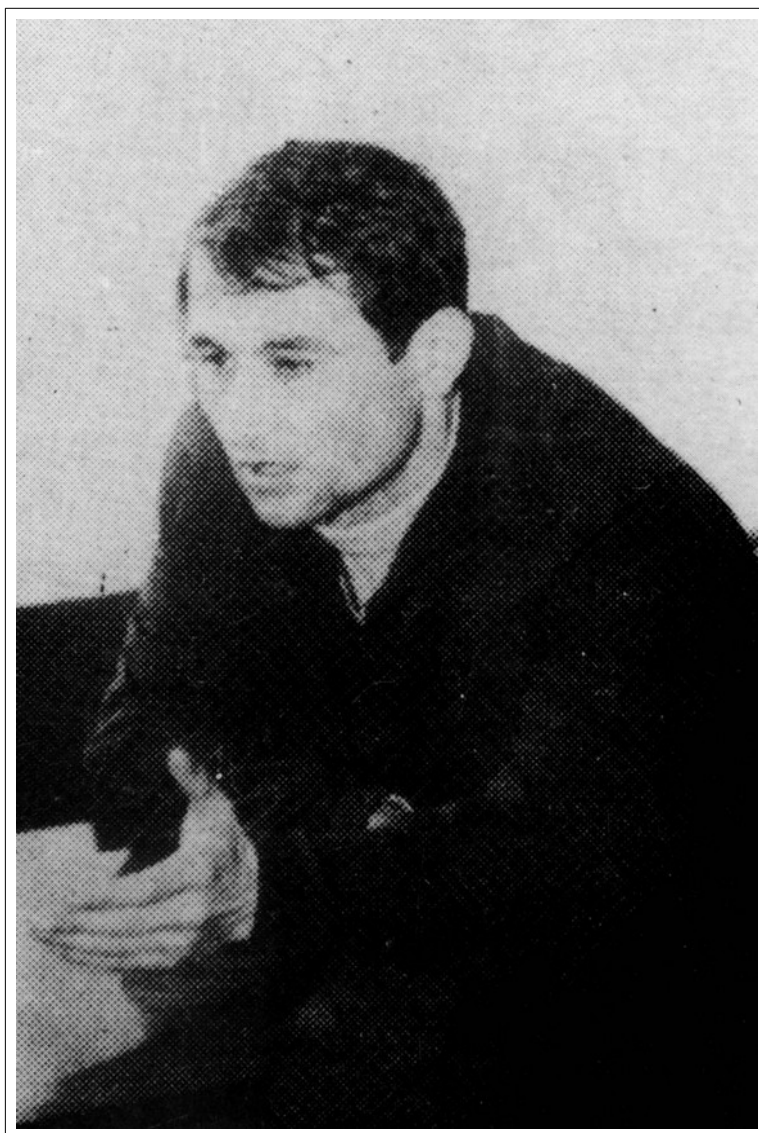
La bourgeoisie nationale qui a immédiatement joué le rôle de bourgeoisie bureaucratique à l'indépendance, en alliance avec les grands propriétaires terriens, a profité de son importance durant la guerre froide pour asseoir ses bases et prolonger sa fuite en avant au moyen d'une perspective néo-ottomane correspondant à son agressivité redoublée alors que la seconde crise générale du capitalisme s'affirme.

La Turquie est ainsi toujours en crise depuis 1923 et elle bascule, selon la nature de la crise générale au niveau mondial, dans telle ou telle agressivité. Elle se perd elle-même, comme le reflète le fanatisme et l'irrationalisme religieux.

Les tourments de l'histoire turque seront ainsi au cœur de la seconde crise générale du capitalisme. Des bouleversements de grande ampleur sont inévitables. La Turquie va connaître une période intense de crise durant les années 2020 et sera l'un des pays au cœur de la question révolutionnaire au niveau mondial.

## **Ibrahim Kaypakkaya**

(1949-1973)  
fondateur du  
TKP/ML-TIKKO



# La situation du MLM sur le plan international

L'irruption de la crise du Covid-19 a littéralement éparpillé les organisations se revendiquant du marxisme-léninisme-maoïsme au niveau international. La raison est très simple à comprendre : la crise a mis énormément de problèmes sur la table, de nombreuses questions se sont posées, et déjà qu'il n'est pas simple pour une organisation d'y répondre, parvenir à une unité internationale est encore plus difficile.

Il va de soi, qui plus est, que certaines tendances sont clairement l'expression de la crise elle-même. Lorsque l'Indien Ajith, l'Américain Bob Avakian ou le professeur d'université Moufawad-Paul au Canada disent que le maoïsme n'est pas une science « dogmatique », qu'il faut piocher pour trouver ce qui est utile, ils expriment un relativisme tout à fait en phase avec la bourgeoisie décadente. Ces intellectuels correspondent d'ailleurs à toute une vague d'étudiants petits-bourgeois utilisant le maoïsme comme folklore, comme vecteur identitaire sur les réseaux sociaux, l'associant à tout le nihilisme post-moderne étudiant.

On est ici entièrement hors du mouvement ouvrier et des expériences socialistes. Moufawad-Paul accuse ainsi de « dogmatique » ceux qui s'opposent au principe du « big bang », sans jamais aborder la question de pourquoi tant l'URSS de Staline que la Chine populaire de Mao Zedong le réfutaient. C'est tout à fait exemplaire d'une approche éclectique, où des petits-bourgeois font comme bon leur semble, « s'inspirant » du maoïsme pour mener des activités syndicalistes ou anarchistes, le plus souvent les deux.

Inversement, la crise ne pouvait que pousser à un repli pour ceux ayant choisi l'isolement à la base. Il y a en effet trop de problèmes sur la table, il faut les régler. Le Parti Communiste des Philippines, qui a reconnu le marxisme-léninisme-maoïsme comme idéologie en 2016, a toujours refusé des liens privilégiés autour du maoïsme et on peut gager qu'il va d'autant plus maintenir son splendide isolement, suivant son propre agenda d'autant plus compliqué avec la crise. Le Parti Communiste d'Inde (maoïste), qui suit le même principe, fera de même en raison de la complexité encore plus grande de la situation indienne, à moins d'assumer un combat idéologique international auquel il n'a jamais voulu participer jusque-là.

Restent ainsi ceux qui l'assument, mais à quoi ressemble-t-il ce combat, alors que la crise a bousculé la situation, voire l'a changé de manière complète ? Le terrain même des polémiques est entièrement différent. Il suffit de lire la critique du Centre MLM de Belgique et du PCF(MLM) par l'UOC(MLM) de Colombie pour voir à quel point le décalage est complet. L'UOC(MLM) ne comprend tout simplement rien aux questions soulevées. On voit mal alors comment l'UOC(MLM) pourra aider à la reformation d'une plate-forme internationale annoncée depuis plusieurs années par le PC maoïste d'Italie, épaulé par le PC révolutionnaire du Canada. Soit une telle plate-forme ne sera pas mise en place, ou bien elle le sera avec un discours minimaliste totalement inadéquat par rapport à l'ampleur de la crise.

Il est vrai qu'un discours minimaliste est parfois mieux qu'autre chose. En l'occurrence, la mouvance latino-américaine se revendiquant de la définition du maoïsme par Gonzalo, qui a également des soutiens en Allemagne, en Autriche... considère que tout ce qui tourne autour de la crise du Covid-19 est un artifice mis en place par la bourgeoisie pour masquer que tout a commencé avec la crise financière de 2008. On aurait pensé que depuis mai 2020 il aurait été changé d'orientation, mais même pas. Un tel positionnement, évidemment, renforce l'implosion interne et empêche tout élargissement idéologique.

On assiste ainsi à un début de recomposition, par le simple fait que la réalité pose une remise à plat. Tout va se décider par la capacité à faire face à la seconde crise générale du capitalisme... et pour cela, il faut déjà la reconnaître !

## Document de l'UOC(MLM)

Le document est originellement dans un anglais incorrect, ce qui explique les soucis de traduction.

# Une réfutation des pontifes communistes de France et de Belgique

Parmi les déclarations conjointes de partis et d'organisations MLM lors de la dernière journée des travailleurs, celle signée par le PCF(mlm) – France – et le Centre MLM (Belgique) était intitulée : *Avec la guerre populaire, sous la bannière du MLM, face à la seconde crise générale du capitalisme !*

Dans cette déclaration qui ressemble davantage à un anathème pour les pontifes communistes, les camarades révèlent : « leur » marxisme « bien compris » en réfutant par leurs expressions les « hérétiques » qui, dans différentes régions du monde, se battent pour mener les forces du prolétariat mondial à l'accomplissement de sa mission historique.

Comme certains camarades le font, on peut expédier cette déclaration sur base de n'importe quelle phrase, mais il est toutefois nécessaire de prendre leurs idées au sérieux et de démentir leurs erreurs. Certaines sont des expressions disqualifiantes sans aucun argument, d'autres révèlent simplement « leur » marxisme contradictoire et mutilé alors que d'autres coïncident avec les idées de camarades qui se trompent en cherchant à introduire des formulations et des dogmes contraires au marxisme parmi les marxistes-léninistes-maoïstes.

Les camarades affirment « Nous rentrons dans la nouvelle époque ». Veulent-ils dire qu'ils sont dans une époque différente de celle de la révolution prolétarienne mondiale ? D'après ce qu'ils disent et que nous reproduisons ci-dessous, tout semble indiquer qu'ils ne parlent pas d'autre chose, mais qu'il y a un « petit » glissement, une expression insignifiante qui dément ceux qui se présentent comme des marxistes « infallibles ».

Argumentant plus loin pourquoi nous rentrons dans la « nouvelle époque », ils déclarent : « Car cette crise générale apparaît avec le COVID-19, une maladie dont le virus qui le produit est issu d'une mutation provenant directement des contradictions développées par le mode de production capitaliste : la contradiction entre les êtres humains et les animaux d'un côté, la contradiction entre les villes et les campagnes de l'autre ».

Premièrement, la crise économique du capitalisme mondial existait déjà depuis 2008. Même les organismes impérialistes avaient déjà annoncé le ralentissement de l'économie mondiale et averti de l'aggravation de la crise sociale bien avant l'apparition du Coronavirus. La pandémie de Coronavirus en montre l'extrême recrudescence, dévoilant toute son ampleur à travers le monde.

Deuxièmement, faire référence à une « contradiction entre les êtres humains et les animaux » est unilatéral et inexact, alors que la formulation marxiste exacte fait référence à la contradiction entre la société et la nature étant donné qu'il n'y a pas d'humains en dehors de la société et que la nature n'est pas constituée que d'animaux.

Ensuite, ils déclarent en gras :

« Nous affirmons, en ce premier mai 2020, que le mode de production capitaliste est un obstacle complet au développement de l'humanité et à la valorisation de la vie elle-même. Tous les États qui



sont au service du mode de production capitaliste doivent être renversés, afin que l'humanité soit en mesure d'établir des rapports socialistes, dialectiques et non destructeurs, avec tout ce qui forme la Biosphère planétaire ! »

Sans aller trop loin dans le raisonnement concernant ce qu'ils veulent dire par la « valorisation de la vie elle-même », ces soupçons qu'ont les camarades qu'il y aurait des États qui ne soient pas au service du mode capitaliste de production sont frappants. Que seraient ces États ? Des « soupçons » sans fondement alors qu'il est déjà évident que l'impérialisme est devenu un système global d'exploitation et d'oppression qui soumet tous les modes de production et met tous les États à son service.

Dans sa Proposition pour la formulation d'une ligne générale pour l'unité du Mouvement Communiste International, l'UOC(MLM) affirme :

« L'impérialisme, en tant que mode de production internationalisé, a enchaîné tous les pays – avec leurs modes de productions spécifiques – dans une seule économie mondiale où l'économie de chaque pays est le maillon d'une seule chaîne, laquelle obéit et sert la production, la réalisation de valeur ajoutée, l'accumulation et la centralisation du capital mondial ».

TOUS LES ÉTATS sont, par conséquent, « au service du mode de production capitaliste ». Plus loin et également en gras, ils nous offrent une autre phrase papale :

« Dans les métropoles impérialistes, là où triomphe le 24 heures sur 24 du capitalisme, il faut un esprit de rupture à la hauteur, une capacité à être conséquent jusqu'au bout dans l'affirmation du communisme. Nous soulignons le poids croissant de la subjectivité dans les métropoles impérialistes et rappelons que la conscience révolutionnaire n'émerge jamais mécaniquement, mais comme fracture avec les valeurs dominantes »

L'idéologie prolétarienne est une rupture avec l'idéologie bourgeoise, mais elle n'émerge pas d'une lutte exclusive dans la sphère des idées. Elle émerge des contradictions de la société capitaliste et de la lutte de classe, mais se développe indépendamment de la lutte du mouvement spontané qui a la même base. Néanmoins, la « fracture avec les valeurs dominantes » dans le domaine social n'est possible qu'au travers de l'activité révolutionnaire des masses. Par la fusion entre la conscience socialiste et le mouvement des travailleurs. Par conséquent, selon Engels, proposer un « combat culturel ... » en dehors de la lutte des classes est du pur « idéologisme » et est, entre autres choses, une coïncidence avec la « révolution culturelle » avancée par le révisionnisme avakaniste il y a quelques années dont ne peut surgir qu'une secte, comme nous l'a montré la pratique.

À partir de cette déclaration anti-marxiste, ils concluent par cette affirmation elle aussi en gras :  
« Nous affirmons ici que seule une juste compréhension matérialiste dialectique de la crise peut amener une juste orientation politique et culturelle, sans parler de la dimension idéologique, scientifique. »

Un sophisme que seuls comprennent les pontifes éclairés et non les prolétaires révolutionnaires mortels, pour qui il a toujours été clair qu'ils ne peuvent tirer une orientation politique correcte pour leur pratique révolutionnaire que dans le matérialisme dialectique du marxisme, c'est-à-dire dans la conception matérialiste du monde, la méthode dialectique et la position de classe du prolétariat.

Mais pas pour le discours pontifical :

« Qui n'utilise pas les concepts de Biosphère, qui ne veut pas comprendre la dignité du réel de la question animale, qui n'a jamais saisi la portée du réchauffement climatique, qui n'utilise pas dans son approche la contradiction villes/campagnes... ne peut absolument pas saisir notre époque. »

Pauvres de nous qui n'utilisons pas les concepts de Biosphère (capitalisée) et ne pouvons assurément pas comprendre l'entéléchie de la « dignité du réel de la question animale » !

Un tel propos ne cherche toutefois qu'à obscurcir la conscience prolétarienne étant donné que pour le marxisme, il est clair qu'il y a depuis toujours une contradiction entre la société et la nature. Cette contradiction a été poussée à l'extrême par l'impérialisme, tout particulièrement ces trente dernières années. Cela souligne qu'il s'agit d'une des plus importantes contradictions de la société actuelle puisque la subsistance de la vie elle-même sur la planète est risquée.

L'Union Ouvrière Communiste (MLM) reconnaît ce problème dans le Programme pour la Révolution en Colombie (pour sauver la nature de la déprédation à laquelle l'a soumis le capitalisme) et dans la Proposition pour la formulation d'une ligne générale pour l'unité du Mouvement Communiste International :

« Le capitalisme impérialiste est un régime social qui ne survit que sur la déprédation de deux sources de richesses : la force de travail et la nature ; son espérance de vie dépend de l'étranglement de la société et de la destruction de la nature. Transformer les rapports des hommes avec la nature n'est possible que par la transformation des rapports sociaux d'exploitation actuels en rapports sociaux de collaboration. Aspirer à sauver la nature sans toucher au pouvoir du capital est du réformisme bourgeois réfutant la catastrophe naturelle. Il ne s'attaque pas à sa cause principale : le mode de production capitaliste. Mettre un terme à la destruction de la nature fait partie du programme socialiste du prolétariat puisqu'il exige la fin du facteur de sa destruction : le capitalisme impérialiste ».

Mais pontifier sur la biosphère et d'autres questions de cette nature a sa raison d'être : mettre en avant que la principale contradiction globale est la contradiction entre la société et la nature, comme l'affirme leur déclaration : « entre êtres humains et animaux ». Il n'est pas possible que ce soit une ruse d'intellectuels, il s'agit de la propre confusion des compagnons. À propos de la principale contradiction du monde actuel, la situation créée par la crise et la pandémie a mis au jour qu'il s'agit de la contradiction entre le prolétariat mondial et la bourgeoisie mondiale ; cela met à nu l'erreur des camarades qui, machinalement et dogmatiquement, ont affirmé que la contradiction, depuis les années soixante du siècle dernier ou depuis la montée de l'impérialisme, est celle entre les pays impérialistes et les pays, populations et nations opprimés.

Il est bon d'évoquer, tout en nous excusant envers nos lecteurs pour la longueur de la citation, les mots de la Proposition pour la formulation d'une ligne générale pour l'unité du Mouvement Communiste International :

« Actuellement, la principale contradiction dans le monde oppose le prolétariat mondial à la bourgeoisie mondiale. Finalement, c'est cette contradiction qui exprime le mieux et de la manière la plus concentrée la contradiction fondamentale du système ; la plus déterminante puisqu'elle se manifeste directement dans le domaine de la lutte des classes et, en tant que telle, celle qui a la plus grande influence révolutionnaire sur les contradictions mondiales de l'impérialisme, celle qui

contribue le plus à l'avancée de la révolution et aux progrès de la société, accélérant la transition vers le socialisme.

La crise économique mondiale qui a débuté en 2008 a particulièrement aggravé la contradiction mondiale entre le prolétariat et la bourgeoisie, réaffirmant sa nature - dans son étendue et son intensité - de contradiction principale du monde impérialiste où la grande majorité de la population vit asservie par les chaînes salariales, accumule la misère au milieu des richesses qu'elle produit et soutient, par sa main-d'œuvre, quelques parasites monopolistiques qui s'approprient la production mondiale à titre individuel. Tant la faillite des petits et moyens propriétaires que la ruine et l'expropriation de millions de paysans par le capitalisme et les guerres ont massivement gonflé les rangs du prolétariat, dont l'existence est de plus en plus menacée par le chômage, les réductions des bénéfices, les licenciements de masse et la réduction du salaire réel.

Celui-ci se rebelle au travers de mobilisations massives, de grèves, de grèves générales, de soulèvements contre la crise, contre les « plans de sauvetage », contre le système mondial d'exploitation salariale non plus uniquement dans les pays opprimés mais aussi dans les pays impérialistes où se ranime le mouvement des travailleurs, non seulement des travailleurs industriels mais de tous les travailleurs contre un système qui n'est même pas capable de soutenir ses esclaves salariés étranglés par le parasite impérialiste qui s'approprie tout le produit social.

L'étendue et l'intensité de la contradiction mondiale entre le prolétariat et la bourgeoisie révèle que le capital est un rapport social dans lequel - pour la première fois dans l'agonie du capitalisme - ceux qui détiennent les capitaux et ceux qui travaillent se retrouvent face à face. C'est un élément d'une importance capitale pour la révolution prolétarienne mondiale, mais qui intéresse peu ces nombreux camarades révolutionnaires communistes qui s'en tiennent à l'analyse d'une époque antérieure qui ne correspond plus à la réalité du monde d'aujourd'hui ni à la perspective vers laquelle pointe les tendances objectives de la société. Ce qui constitue aujourd'hui la principale contradiction mondiale est un point important de divergence entre les marxistes-léninistes-maoïstes : la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie ou celle entre les pays opprimés et les pays impérialistes ?

Indépendamment des désirs et de la volonté, la sous-estimation de la contradiction mondiale entre le prolétariat et la bourgeoisie est une erreur. Elle est hors de propos d'un point de vue politique, idéaliste d'un point de vue idéologique et fréquente dans le révisionnisme post-MLM du PCR. La sous-estimation du point du prolétariat de l'UE vient du déni de son rôle de premier plan dans la révolution prolétarienne mondiale. »

L'anathème des pontifes communistes de France et de Belgique indique qu'il existe deux tendances existant parmi les marxistes-léninistes-maoïstes qui ont conduit le mouvement à sa ruine, se qualifiant sans autres arguments : le premier qui veut « faire de Gonzalo un classique du marxisme-léninisme-maoïsme dans une approche abstraite-formelle (...) un style stéréotypé a conduit à cette tendance à nier la crise de la Covid-19, à y voir un espèce de complot bourgeois pour masquer la crise et renforcer le contrôle politique et policier » ; le second, dans le cas du parti communiste maoïste d'Italie, d'avoir une « approche populiste-syndicaliste » dans laquelle ils ne parlent pas de la « guerre populaire » alors qu'avant, la lutte armée qui s'y déroulait « n'était simplement pour lui que de l'anarchisme » et le parti communiste révolutionnaire du Canada qui « assume ouvertement que la grande révolution culturelle prolétarienne est un événement totalement secondaire, bien moins important, par exemple, que la révolution chinoise qui a atteint son apogée en 1949 ». Une

tendance « faisant partie d'une approche syndical-populiste, sans aucune intensité ni aucune ampleur ».

Les camarades furent immédiatement condamnés comme hérétiques ! Et non parce qu'il n'y aurait pas d'écarts ou de fausses idées parmi les camarades condamnés, mais parce que dans leur style pontifical, les camarades extraient simplement une expression pour proférer leur condamnation, montrant ainsi simplement leur pauvreté idéologique.

Ils transmettent ensuite une autre phrase, également mise en gras :

« Nous affirmons qu'il existe trois lignes dans les mouvements se revendiquant du marxisme-léninisme-maoïste. Il y a celle opportuniste de gauche, qui propose une idéologie clef en main dont Gonzalo serait la clef universelle permettant de faire ce que l'on veut comme on veut, ce qui est du gauchisme. Il y a celle de l'opportuniste de droite voulant unir tous les maoïstes sans aucun égard pour le contenu idéologique. Il y a, enfin, la ligne juste qui fait des enseignements de Gonzalo et du parti communiste du Pérou l'interprétation correcte du maoïsme et prône la formation des pensées guides pour aller à la guerre populaire »

Pour commencer, les pontifes communistes montrent ici leur manque de dialectique et leur marxisme mécaniste, puisque la lutte de deux lignes est inhérente à notre mouvement ; ce qui veut dire que les tendances et les nuances n'existent pas en dehors du marxisme, du léninisme et du maoïsme, mais qu'elles luttent au sein du mouvement communiste international lui-même.

Il y a en fait une ligne « gauchiste » basée sur la croyance que « les enseignements de Gonzalo et du parti communiste du Pérou » sont « l'interprétation correcte du maoïsme et prône la formation d'une pensée-guide pour aller à la guerre populaire », au sein de laquelle il y a également des nuances ; l'une d'elle est représentée par les pontifes communistes qui ont signé la déclaration, l'autre est représentée par les camarades du Brésil et d'Allemagne.

D'autres camarades en sont à mi-chemin. Ils ont tous en commun de prétendre être les bons interprètes de la pensée de Gonzalo et du PCP. Ceci doit être précisé pour distinguer les camarades de ceux qui, également au nom « des enseignements de la pensée de Gonzalo et du parti communiste du Pérou » ont soutenu les « lettres de paix » et la ligne opportuniste de droite qui dispose également de partisans dans certaines organisations qui se qualifient aussi de marxistes-léninistes-maoïstes, comme dans le cas du parti communiste maoïste de Colombie qui ne fait plus partie de notre mouvement, précisément parce qu'ils ont abandonné la base idéologique du marxisme.

Il y a aussi une ligne correcte qui, durant toutes ces années, a lutté tant contre l'opportunisme de droite que contre les écarts « gauchistes » ; il y a une ligne qui n'a pas cherché à devenir une « fraction rouge » parce qu'elle accepte la lutte de lignes comme quelque chose de nécessaire et de bénéfique pour le développement de notre mouvement. Différents partis et organisations ont joué un rôle de premier plan à divers moments, comme ce fut le cas du parti communiste d'Inde maoïste et d'autres modestement comme ce fut le cas de l'Union Ouvrière Communiste (MLM) de Colombie contre la trahison au Népal et le révisionnisme prachandiste et avakianiste. Comme de nature, il y a également des nuances à l'intérieur de cette ligne.

Enfin, au milieu de ces deux lignes, il y a des camarades qui se trouvent à mi-chemin. Mais en général, notre mouvement est parvenu à combattre le principal danger, l'opportunisme de droite ou

le révisionnisme et le centrisme de conciliation, s'efforçant au fil des ans de différencier les marxistes-léninistes-maoïstes de toutes sortes d'opportunistes.

Reconnaître cette situation fait partie de l'application du matérialisme dialectique à l'analyse du phénomène, où la dévalorisation appliquée par les pontifes communistes français et belges n'a pas sa place parce qu'elle tire son origine du subjectivisme. Au contraire, le marxisme-léninisme-maoïsme nous permet de comprendre que l'existence de diverses tendances et nuances au sein de notre mouvement ne répond pas à la mauvaise assimilation des « enseignements de la pensée de Gonzalo et du parti communiste du Pérou », mais aux changements dans la situation objective, à l'évolution de l'impérialisme ces dernières décennies et à l'aiguïssement de ses contradictions et ses désaccords dans l'évaluation de l'expérience de notre mouvement et de la compréhension des causes plus profondes de la défaite en Chine.

Le MRI n'a jamais répondu à ces questions dont il est nécessaire de promouvoir l'étude, les recherches et le débat d'opinion. Une grande partie des organisations et des partis MLM les évitent alors que ces problèmes sont décisifs pour faire progresser l'unité des communistes en vue d'un nouveau regroupement. À cet égard, le silence des partis et des organisations face à la Proposition pour la formulation d'une ligne générale pour l'unité du Mouvement Communiste International présentée par l'Union Ouvrière Communiste (MLM) en 2016 prouve non seulement leur mépris pour la résolution des problèmes fondamentaux de la révolution prolétarienne mondiale, mais aussi leur attitude dogmatique et sectaire, ajoutée à leur confusion et à leur nationalisme.

Il n'y a pas eu un argument solide contre ce qui y est soulevé, si ce n'est quelques idées critiques émises par les camarade de « Reconstitution du communisme » en Espagne qui, en plus de ne pas être exactes, ne méritent pas qu'on y réponde étant donné que les camarades ne partagent pas la base d'unité des marxistes-léninistes-maoïstes ; comme Avakian et comme le parti travailliste progressiste (PLP) déjà auparavant, ils croient que « le nouveau communisme » doit être « réalisé », « refondé » ou « reconstruit ».

Mais au lieu de faire référence de manière sérieuse à des arguments sérieux, au lieu de faire un effort pour comprendre le matérialisme dialectique de l'unité des communistes, les pontifes communistes ne parviennent qu'à se plaindre et accessoirement, à nous attaquer avec une insulte gratuite :

« Il est vraiment dommage que la réfutation internationale de Prachanda ne se soit pas politiquement étendue au point de devenir une unité internationale. Il est ici nécessaire de souligner le rôle dommageable de l'UOC (MLM) de Colombie qui, hier, qualifiait le parti communiste maoïste d'Italie de centriste avant de finalement devenir un de ses vassaux ».

« Il n'y a pire sourd celui qui ne veut pas entendre et pire aveugle que celui qui ne veut pas voir » dit la sagesse populaire. Les pontifes communistes, enfermés dans leur rêverie schismatique, ne sont pas capables de prévenir qu'il y a eu une GROSSE RUPTURE et que la lutte des communistes (à laquelle ils ont aussi pris part) a empêché la plateforme révisionniste de Prachanda et tout particulièrement Avakian, de s'imposer dans le MCI.

Le manque de dialectique des camarades les empêche de remarquer que plusieurs camarades, qui avaient d'abord adopté des positions de conciliation avec le prachandisme, s'en sont définitivement détachés. Certains ont même courageusement et publiquement admis leurs erreurs, comme c'est le

cas des camarades galiciens. L'UOC (MLM) n'a pas modifié ses positions fermes d'un point de vue idéologique et correcte d'un point de vue politique, mais les camarades dans l'erreur qui l'ont rectifiée sont sources de joie des marxistes-léninistes-maoïstes de tous les pays et ennuient les pontifes communistes car ils ne voient pas plus loin que le bout de leur nez.

Pour ceux qui n'ont pas peur des propos insultants, ainsi que pour les camarades qui ne sont pas familiers des événements de ces dernières années, il est nécessaire de faire un peu d'histoire et nous nous excusons par avance de la longueur de ces citations.

Le 17 février 2007, les compagnons français qui aujourd'hui donnent des leçons ont écrit dans « Au sujet du révisionnisme népalais et du mouvement communiste international » :

« Ce qui s'est passé par la suite a eu une autre importance. Il y a eu, à partir de juin 2006, les différents documents du parti communiste d'Inde (maoïste), qui ont critiqué la démarche des 'accord de paix' au Népal. Mais il y a également les très nombreuses prises de position, à partir de la mi-2006, de l'union ouvrière communiste (Marxiste-Léniniste-Maoïste) de Colombie. L'UOC (MLM) de Colombie a pris la juste initiative de chercher à définir au plus près le révisionnisme népalais, et appelle fort justement les communistes marxistes-léninistes-maoïstes à s'unir sous une bannière vraiment rouge. Il va de soi que les communistes marxistes-léninistes-maoïstes doivent soutenir cette initiative. Et il va de soi que dans ce processus, le parti communiste d'Inde (maoïste) a un grand rôle à jouer, tout comme le parti communiste du Pérou, car ce n'est pas pour rien si le révisionnisme népalais a commencé à vraiment tomber les masques en attaquant la guerre populaire au Pérou. Comme l'a fait l'UOC (MLM) dans son appel 'Aux prolétaires de tous les pays et aux marxistes-léninistes-maoïstes' (Al Proletariado de Todos los Paises y a los Marxistas Leninistas Maoistas), nous devons poser les bases d'une nouvelle définition, pour orienter le mouvement communiste international, dans la perspective glorieuse de la révolution mondiale. »

Le 31 août 2016, l'appel « Unissons-nous et tirons une ligne de démarcation claire entre le marxisme et le révisionnisme ! » fut publié dans *Revolucion Obrera* et envoyé par le comité exécutif de l'UOC (MLM) en avril 2013 aux partis et organisations suivants :

Aux signataires de la déclaration conjointe du 26 décembre 2011 **L'UNITÉ INTERNATIONALE DES COMMUNISTES EXIGE LA DÉFAITE DU RÉVISIONNISME ET DU CENTRISME !**

Maoïstes arabes, PCP Maoista d'Argentine, Bangladesh – Party Marxist-Leninist-Maoist, Colectivo Odio de Clase – Etat espagnol, PC MLM de France, Partido Comunista del Ecuador Sol Rojo, Pérou – Base Mantaro Rojo, PC(ML) Panama – UOC MLM de Colombie

Aux signataires de la déclaration conjointe du 26 décembre 2012 **L'UNITÉ INTERNATIONALE DES COMMUNISTES EXIGENT LA DÉFAITE DU RÉVISIONNISME AVAKIANISTE, DU CENTRISME ET DE TOUTES LES FORMES DE RÉVISIONNISME !**

Afghanistan – MLM Workers Organization (PM), Arabia – Maoistes Arab, Bangladesh – Party Marxist-Leninist-Maoist, Belgique – Center MLM, Ecuador – Communist Party of Ecuador – Red Sun, Spanish State – Odio de clase, Etat espagnol – PERUCRPM and Groupe de Reconstruction– Organisation Communiste Drapeau Rouge Etat espagnol, PC(ML) Panama, Peru – Comité Base Mantaro Rojo Base, – UOC MLM de Colombie .

Aux autres partis et organisations marxistes-léninistes-maoïstes :

Parti Communiste Maoïste d'Afghanistan, Nouveau Pérou - Allemagne, Front révolutionnaire – Brésil, Organisation maoïste de Colombie, PC d'Equateur en reconstruction, Longue marche vers le

communisme, Etat espagnol, of Ecuador MLM, Révolution prolétaire, Etat espagnol, Free speech - Inde, Lijuc Gran Marcha - Mexique, Parti Communiste de Turquie / Marxiste-Léniniste. Il fut également envoyé personnellement à quelques camarades dans divers pays.

Comme on peut le voir, les pontifes communistes actuels figurent parmi les signataires de ces déclarations qui sont correctes. Les arguments solides qui y sont exprimés et que les camarades ignorent aujourd'hui sont les suivants :

« Les déclarations conjointes des 26 décembre 2011 et 2012 et les déclarations de différents partis contre le pseudo révisionnisme MLM contiennent et expriment déjà une base commune d'unité dans les principes qui permet aux marxistes-léninistes-maoïstes de s'unir pour tirer une ligne de démarcation claire entre le marxisme et le principal danger révisionniste. L'union ouvrière communiste (MLM) considère que les marxistes-léninistes-maoïstes ont aujourd'hui 'une identité générale basée sur une unité qui se caractérise par leur reconnaissance des mérites historiques du MRI et leur acception de sa défaite aux mains du révisionnisme ; pour l'engagement à se battre pour l'unité des marxistes-léninistes-maoïstes dans le MCI à la condition qu'ils se démarquent clairement du révisionnisme et du centrisme de conciliation ; pour la défense des principes fondamentaux du marxisme-léninisme-maoïsme sur la lutte de classe, l'État, la révolution, le rôle historique des masses, la voie de la violence révolutionnaire des masses armées pour renverser le vieil État, la nécessité historique de la dictature du prolétariat y compris dans les pays semi-féodaux et semi-coloniaux sous la forme de l'État de Nouvelle Démocratie, la nécessité de poursuivre la révolution sous la dictature du prolétariat, l'impérialisme comme stade le plus élevé du capitalisme et prélude au socialisme, la fin de la révolution bourgeoise démocratique ancienne mode, la validité de la révolution prolétarienne mondiale et le rôle de premier plan du prolétariat pour la mener, la nécessité du parti comme détachement politique et forme supérieure d'organisation du prolétariat, le caractère inévitable des crises au sein du capitalisme, le danger d'une guerre mondiale, le rôle révolutionnaire des guerres et des crises comme cela se passe actuellement. »

Au sujet de la bonne méthode pour se battre pour l'unité, il ajoute :

« Consolider la base générale de l'unité des marxistes-léninistes-maoïstes en soignant leurs différences (dont les différences de principes) et en pratiquant consciemment la méthode de l'Unité-Lutte-Unité en tant que contradiction au sein de la population. Sans cette méthode et sans le fil conducteur commun d'une ligne générale pour discuter et prendre position sur des questions essentielles, le combat sur tout et contre tout le monde cessera d'être un combat pour l'unité des communistes, et finira par saper la tâche consistant à vaincre et à isoler le principal danger révisionniste ».

Et pour conclure :

« Responsable de l'unité internationale des communistes, l'engagement et la lutte fondamentale de l'union ouvrière communiste (MLM) se fait en faveur de la nouvelle internationale. Dans cette perspective, ces dernières années, l'UOC (MLM) a proposé de contribuer à la défaite théorique du pseudo révisionnisme MLM et de contribuer à l'élaboration d'une proposition de ligne générale pour l'unité du mouvement communiste international »

Comme on peut le voir, conséquent avec ses propos, sa ligne et son plan, l'UOC (MLM) a soumis cette proposition au mouvement marxiste-léniniste-maoïste en 2016 pour qu'il soit discuté.

Comme le prouvent les faits, les déclarations internationales communes signées ces dernières années par l'UOC (MLM) sont correctes et ne font aucune concession au révisionnisme, au centrisme ni au « gauchisme ». Le monde a changé pour le bien de la ligne marxiste révolutionnaire et cela fut d'une

grande importance pour la progression de la révolution, mais les pontifes communistes ne peuvent pas le remarquer.

L'orientation de l'engagement de l'Union Ouvrière Communiste (MLM) avec le mouvement international communiste et avec la révolution prolétarienne mondiale correspond à la conception du développement des contradictions et ne concernent que la lutte entre ce qui est bon et ce qui ne l'est pas à l'intérieur de notre mouvement. Ainsi l'insulte selon laquelle l'UOC (MLM) serait devenu un vassal du Pcm d'Italie est une attaque qui ne fait que dénoter la haine viscérale des pontifes communistes pour les camarades en Italie et le grand mépris bourgeois européen pour une petite organisation d'un petit pays qui, selon la « sagesse » de ces pontifes est « semi-féodal et semi colonial ».

Avec ce même ton anti-marxiste de « je-sais-tout », le baratin contre l'Union Ouvrière Communiste (MLM) poursuit :

« Il faut bien voir que l'échec de l'UOC(MLM) est d'autant plus dommageable que cette organisation avait ses qualités et ses défauts. Elle ne comprenait pas la notion de semi-féodalisme semi-colonialisme et considérait de manière erronée de son pays, la Colombie, comme capitaliste. Cela reflétait toutefois une observation très fine du développement du capitalisme (bureaucratique) agro-industriel dans son propre pays. L'UOC(MLM) aurait du jouer un rôle primordial idéologiquement dans la crise actuelle, de par la nature de celle-ci. Mais comme elle a été hautaine avec la question animale et le changement climatique, elle n'a pas saisi la contradiction villes/campagnes de manière adéquate, elle a échoué à réaliser un saut qualitatif qui aurait été d'une grande valeur ».

Une déclaration contraire aux lignes ci-dessous où ils se démarquent avec leur gras habituel :

« Le problème de fond dans chaque pays est la question de l'assimilation des principes du matérialisme dialectique et de l'étude concrète de la réalité à partir de la subjectivité révolutionnaire reconnaissant la dignité du réel ».

La rigueur scientifique de l'Union Ouvrière Communiste (MLM) l'a poussée à conclure, après avoir examiné la société colombienne, qu'il s'agissait d'un pays capitaliste et semi-colonial. En d'autres termes, elle reconnaît que le capitalisme s'est réellement développé dans un pays opprimé, renonçant ainsi aux formules doctrinales vides qui cherchent à façonner la réalité en formules vides. C'est cette méthode matérialiste dialectique qui lui a permis, depuis la position de classe du prolétariat, de conclure que la prétention de mener une révolution de nouvelle démocratie dans ce pays est une aspiration petite-bourgeoise réactionnaire illusoire.

Au sujet du développement du capitalisme dans les pays opprimés, il est nécessaire de citer, une fois encore en nous excusant auprès de nos lecteurs, ce qui était dit dans la Proposition pour la formulation d'une ligne générale pour l'unité du Mouvement Communiste International :

« Conditionner la révolution du prolétariat dans les pays opprimés à un supposé développement capitaliste similaire à celui des pays impérialistes réveille la théorie révisionniste pourrie des 'forces productives' opposées à la révolution prolétarienne enterrant un système à l'agonie. Elle ignore que les pays opprimés, même ceux disposant des conditions élémentaires pour le développement industriel, ont été intégrés dans un mode de production internationalisé et que l'impérialisme est devenu un système global d'esclavage financier.



Dans un pays opprimé, le capitalisme est un mode de production qui entremêle, influence, ébranle et tend à dominer les modes de production précapitalistes survivant, tous intégrés dans la formation socio-économique du pays et unis dans l'économie globale par l'internationalisation du capital.

Le capitalisme d'un pays opprimé est un aspect du mode de production mondial, un aspect du capitalisme impérialiste qui est, par conséquent, sujet à ses inévitables crises économiques et porteur de la particularité fondamentale du capitalisme moderne 'la domination des associations de monopole des gros hommes d'affaires'. Il fait partie et est dépendant d'un système mondial d'oppression et d'exploitation à l'agonie.

C'est un capitalisme monopolistique étroitement lié au capital financier global, simplement marqué par les traces profondes des chaînes de la dépendance semi-coloniale, du parasitisme impérialiste et de ses tendances tant à la stagnation pour violemment et artificiellement maîtriser les progrès techniques, le taux de croissance de certaines branches de la production, en ce y compris l'ensemble de l'économie du pays opprimé ainsi qu'à accélérer leur développement – la tendance la plus générale sous l'impérialisme – en accentuant la décomposition de la paysannerie, balayant les vestiges des modes de production précapitalistes, en les intégrant voire même en les renforçant dans certains cas, mais en les soumettant toujours aux besoins de la production mondiale, de la réalisation de plus-value, l'accumulation et la centralisation globale des capitaux.

Nier l'existence du mode de production capitaliste dans les pays opprimés en affirmant qu'il s'agit d'un 'capitalisme étrange', 'pas national mais introduit artificiellement par l'impérialisme', 'qui ne produit pas de biens d'investissement', 'qui n'est pas un marché national articulé', 'pas classique' ... signifie s'éloigner du marxisme sur la voie des théories petites-bourgeoises populistes russes du 19<sup>ème</sup> siècle déjà vaincues, incapables d'étudier objectivement les lois de fonctionnement et de développement du régime socio-économique du pays opprimé vers lequel le mode de production capitaliste n'est pas exporté mais capital, ce qui acte et influence ses germes et le développement capitaliste qui trouve son origine dans le processus économique de l'ancienne société féodale. Les 'défauts' du capitalisme observés dans les pays opprimés sont les attributs de la dépendance semi-coloniale et de leur rôle dans l'économie mondiale ; ils ne suppriment pas les caractéristiques essentielles de tout le capitalisme : production de marchandises sous un régime où le capital accumulé achète et exploite le travail salarié de travailleurs libres.

L'ascension du capitalisme dans les entrailles de la vieille société féodale des pays opprimés est une loi économique déjà reconnue par Lénine, Staline et Mao. La prédominance capitaliste dans la formation socio-économique de certains pays opprimés fut reconnue par certains marxistes-léninistes dans les années 60 du siècle dernier et timidement par les marxistes-léninistes-maoïstes dans les années 80. La dominance totale du mode de production capitaliste sur les autres modes de production dans la formation socio-économique des pays opprimés, devenant le facteur déterminant du caractère capitaliste de leur société, est un phénomène sérieux des périodes passée et actuelle de la phase finale du capitalisme, accéléré et souligné par la crise économique du capitalisme mondial qui s'est déclenchée à l'aube du nouveau siècle. Malgré cela, sauf cas exceptionnels, les communistes révolutionnaires ignorent toujours cette tendance indéniable, ce qui cause une lutte féroce dans leurs rangs.

Il ne s'agit pas uniquement d'un problème avec la méthode scientifique d'enquête pour une connaissance stricte de la réalité en cherchant la vérité dans les faits. Il s'agit avant tout d'une lutte contre des théories qui sont étrangères au marxisme, qui a influencé les rangs des marxistes depuis les années 60 du siècle dernier, passant directement de la littérature économique socio-démocratique

pour être érigée en ‘guide marxiste’ de la connaissance de la réalité de la formation socio-économique des pays opprimés.

Les théories étrangères à l'économie politique marxiste qui servent le conjugaison réactionnaire entre l'intérêt matériel – économique – du petit propriétaire et l'engagement politique opportuniste auxiliaire au capitalisme sur son lit de mort. Ce sont les théories de la crainte de reconnaître le signe des temps modernes dans la révolution prolétarienne et le prolétariat comme fossoyeur de l'impérialisme. Ce sont les théories de la propension petite-bourgeoise à ‘regarder en arrière’ en niant non seulement l'existence du capitalisme dans les pays opprimés, mais aussi la victoire historique du capitalisme sur le féodalisme, sur lesquels le programme maximal global du prolétariat est proclamé dans le Manifeste du Parti Communiste.

Désirer le retour ou l'existence d'un ‘capitalisme national monopolistique et indépendant’ sous l'impérialisme est en contraste absurde par rapport à la réalité de l'intégration dans l'économie mondiale de toutes les vieilles identités nationales isolées, et contraire à la reconnaissance de l'impérialisme comme stade ultime du capitalisme après lequel seul peut suivre le socialisme de la révolution prolétarienne mondiale.

Nier le développement capitaliste dans les pays opprimés sous le prétexte de son caractère dépendant, inégal, déséquilibré et non classé correspond à ignorer la nature de l'impérialisme et l'essence de sa domination semi-coloniale : une véritable dépendance économique et politique au service exclusif de l'accumulation croissante et de la centralisation impérialiste globale du capital et à l'encontre des masses et des progrès de la société dans les pays opprimés dont le développement décousu et déséquilibré est un pignon articulé de la grande chaîne de l'économie mondiale, de la production impérialiste globale et du marché mondial.

Limiter le développement du capitalisme à la voie révolutionnaire paysanne – de la révolution bourgeoise – ignorer la lente et douloureuse voie de la propriété foncière réactionnaire pour la paysannerie, mais la plus fréquente sous l'impérialisme, c'est ‘oublier’ l'ABC du marxisme sur la question agraire, un ‘oubli’ qui entraîne l'attribution d'une fantastique ‘évolution du féodalisme ou semi-féodalisme’, la décomposition déséquilibrée de la paysannerie dans les pays opprimés – presque toujours accélérée par le sang et le feu – ainsi que la concentration déséquilibrée de la population et la pauvreté dans les grandes villes, ignorer que la grande division entre la ville et la campagne est une condition nécessaire pour le développement du monde de production capitaliste, une grande inégalité typique du capitaliste que seul le socialisme peut éliminer en créant les conditions adéquates ».

En outre, il n'y a aucune arrogance à envisager le problème de la contradiction entre la société et la nature (pas « avec la question des animaux et du changement climatique ») dans sa dimension particulière, tel qu'exprimé dans le Programme pour la Révolution en Colombie et la Proposition pour la formulation d'une ligne générale pour l'unité du Mouvement Communiste International déjà mentionnés précédemment ; au contraire, l'UOC (MLM) part de l'humble reconnaissance déjà exprimée par Friedrich Engels dans Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme : « Et en fait, nous apprenons chaque jour à comprendre plus correctement ces lois et à connaître les conséquences plus proches ou plus lointaines de nos interventions dans le cours normal des choses de la nature. Surtout depuis les énormes progrès des sciences de la nature au cours de ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître les conséquences naturelles lointaines, tout au moins de nos actions les plus courantes dans le domaine de la production, et, par suite, d'apprendre à les

maîtriser. Mais plus il en sera ainsi, plus les hommes non seulement sentiront, mais sauront à nouveau qu'ils ne font qu'un avec la nature et plus deviendra impossible cette idée absurde et contre nature d'une opposition entre l'esprit et la matière, l'homme et la nature, l'âme et le corps, idée qui s'est répandue en Europe depuis le déclin de l'antiquité classique et qui a connu avec le christianisme son développement le plus élevé ».

(...)

« Mais, pour mener à bien cette réglementation, il faut plus que la seule connaissance. Il faut un bouleversement complet de tout notre mode de production existant, et avec lui, de tout notre régime social actuel ».

Plus tard, et concernant la reconnaissance la dignité du réel, les camarades poursuivent dans leur déclaration et avec le même gras qui nous est devenu familier :

« Cela forme la base de la génération d'une pensée guide orientant l'engagement communiste dans les luttes de classe ayant, par définition, un cadre national ».

Une théorie dialectique précisément anti-marxiste et anti-matérialiste combattue par le marxisme depuis l'époque de ses fondateurs jusqu'à aujourd'hui. Une théorie qui correspond aux vieilles idées bourgeoises au sujet des « sauveurs suprêmes » et à la croyance superstitieuse en des « génies » qui « illuminent » la lutte des masses par leurs « idées », « méthodes » et « nouvelles synthèses ».

C'est la version « maoïste » du culte de la personnalité qui fut critiquée sans ambages par les maîtres du prolétariat mondial : Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao qui ont tous clairement exprimé leur rejet de tout ce qui contribue à la prosternation superstitieuse devant une autorité.

Ceci est clairement exprimé dans la Proposition pour la formulation d'une ligne générale pour l'unité du Mouvement Communiste International :

« Ce sont les comités et non les individus qui dirigent le parti à tous les niveaux. Sans dirigeants, la révolution prolétarienne ne peut pas triompher mais tous sont des produits historiques qui matérialisent l'application du marxisme-léninisme-maoïsme à l'étude de la réalité et de la transformation du monde, dans un programme, une tactique et une organisation et non comme des idées venant du ciel sur les têtes brillantes de chefs tout-puissants ».

La théorie marxiste-léniniste-maoïste des chefs s'oppose au culte de la personnalité desdites « pensées guides », « manières » et « synthèses » formulée dans le MRI ; cette conception anti-marxiste des chefs, dans l'expérience même du MRI, s'est avérée mener au révisionnisme, au désastre du mouvement communiste et à la défaite, la démission ou la reddition de la révolution. Ce sont de ces théories anti-marxistes que provient la prédiction pérégrine selon laquelle le parti du prolétariat ne sera pas capable de se construire, ni de mener avec succès la révolution dans un pays s'il n'a pas un chef brillant lui donnant une version (forme et contenu) du marxisme-léninisme-maoïsme.

Les opportunistes ont toujours été des défenseurs et des promoteurs du culte de la personnalité : Liu Shachi et Lin Piao dans la Chine socialiste ; Arce Borja dans le parti communiste du Pérou ; Avakian dans le PCR, l'EU et le MRI. Au nom de la lutte contre le culte de la personnalité de Staline, les révisionnistes qui ont servilement fait la promotion de ce culte au cours de sa vie ont mis un terme aux réussites de la construction socialiste en Russie ; au nom de la pensée Mao Zedong, la nouvelle bourgeoisie a usurpé le pouvoir en Chine.

La lutte actuelle contre le révisionnisme pseudo-maoïste a une nouvelle fois forcé cette discussion au sujet de la glorification des dirigeants. Les camarades du parti communiste d'Inde (maoïste) le disent ainsi :

« La 'lutte contre le dogmatisme' est devenue une phrase à la mode parmi les révolutionnaires maoïstes. Ils parlent de rejeter les principes 'démodés' de Lénine et de Mao et de développer le MLM selon les 'nouvelles conditions' qui auraient émergé dans le monde du 21ème siècle. Certains d'entre eux décrivent leur effort pour 'enrichir et améliorer' le MLM dans le sens d'une nouvelle voie ou pensée, bien que ceci soit initialement décrit comme quelque chose de limité à la révolution dans le pays en question qui, à aucun moment, n'assume le 'caractère' universel inexorable ou d' 'importance' universelle. C'est dans cet exercice que les dirigeants individuels sont glorifiés et même déifiés au point d'apparaître infaillibles.

Une telle glorification n'aide pas dans le fonctionnement collectif du parti et des comités de partis dans leur ensemble étant donné que cette ligne n'est jamais remise en question dans la mesure où elle vient d'un dirigeant infaillible. Dans une telle situation, il est extrêmement difficile pour le comité central, sans mentionner les cadres, de combattre tout écart grave de la ligne idéologico-politique, ou dans la stratégie et les tactiques fondamentales alors qu'il est clair qu'ils vont à l'encontre des intérêts de la révolution. Le 'culte de l'individu' encouragé au nom de la voie et de la pensée apporte un degré d'immunité à l'écart par rapport à la ligne s'il émane de ce dirigeant individuel » (Lettre ouverte au parti communiste uni du Népal (maoïste) de la part du parti communiste d'Inde (maoïste), comité central, 20 juillet 2009)

Pour clôturer ce démenti des pontifes communistes de France et de Belgique, il est nécessaire de faire au moins allusion à une autre expression caractéristique du « gauchisme » au sein des marxistes-léninistes-maoïstes qui est également soulignée en gras dans la déclaration des camarades : **GUERRE POPULAIRE JUSQU'AU COMMUNISME !**

Une affirmation venant de ceux qui prétendent défendre l'importance historique de la grande révolution culturelle prolétarienne en Chine qui s'est développée non pas par la guerre populaire, mais par la mobilisation révolutionnaire des masses dans une critique massive des partisans de la voie capitaliste et dont l'objectif était de les bannir de toute position dirigeante, tant dans l'État que dans le parti.

La guerre populaire vers le communisme est une expression « gauchiste » inexacte et vide. Elle ne fait pas partie des enseignements de l'expérience historique de la construction du socialisme, premier stade du communisme et ne correspond pas au développement de la lutte des classes dans la marche vers le communisme.

Dans le socialisme, phase de transition vers le communisme dans laquelle il y a toujours des classes et des luttes de classes, dans laquelle, d'après Mao, on ne sait toujours pas qui gagnera, la violence organisée est nécessaire pour l'État qui n'est plus un État à proprement parler, selon Lénine dans L'État et la Révolution :

« L'appareil spécial, la machine spéciale de répression, l' 'État', est encore nécessaire, mais c'est déjà un État transitoire, ce n'est plus l'État proprement dit, car la répression exercée sur une minorité d'exploiteurs par la majorité des esclaves salariés d'hier est chose relativement si facile, si simple et si naturelle qu'elle coûtera beaucoup moins de sang que la répression des révoltes d'esclaves, de serfs et d'ouvriers salariés, qu'elle coûtera beaucoup moins cher à l'humanité. Elle est compatible

avec l'extension de la démocratie à une si grande majorité de la population que la nécessité d'une machine spéciale de répression commence à disparaître. Les exploiters ne sont naturellement pas en mesure de mater le peuple sans une machine compliquée, destinée à remplir cette tâche ; tandis que le peuple peut mater les exploiters même avec une 'machine' très simple, presque sans 'machine', sans appareil spécial, par la simple organisation des masses armées (comme, dirons-nous par anticipation, les Soviets des députés ouvriers et soldats).

Les mots de Staline dans son Salut aux ouvriers hongrois le 27 mai 1919, sont puissants :  
« Mais ce n'est pas la violence seule, ni principalement la violence, qui fait le fond de la dictature prolétarienne. Son caractère primordial réside dans l'esprit d'organisation et de discipline du prolétariat, détachement d'avant-garde, unique dirigeant des travailleurs... ».

La dictature du prolétariat, à laquelle font très peu référence les « gauchistes » n'est plus un État à proprement parler, dans la mesure où les fonctions du gouvernement deviennent de plus en plus des questions d'administration de la chose sociale (planification et contrôle), parfaitement réalisables par les masses et les fonctionnaires sans privilèges, éligibles et destituables à tout moment ; et où le pilier central de la machine étatique, l'armée professionnelle exigée par les classes parasites pour écraser la vaste majorité est rendue non nécessaire grâce à son remplacement par le peuple en arme ; c'est ainsi que la guerre devient un élément du passé, si ce n'est pour faire face à une agression étrangère ou pour mener une guerre internationale.

Concernant le nouveau type d'État, l'« oubli » des enseignements de la Commune de Paris par les communistes est la principale erreur et la cause la plus profonde de l'échec du prolétariat en Russie et en Chine, tout particulièrement le maintien d'une armée spéciale distincte des masses, à laquelle la révolution culturelle en Chine n'a pas touché et qui est donc devenue un instrument aux mains de la nouvelle bourgeoisie pour écraser la population et lui permettre de rétablir le capitalisme.

Pour en revenir à la phrase la « guerre populaire jusqu'au communisme » il est clair que dans la mesure où le prolétariat triomphe dans de plus en plus de pays, que le camp socialiste s'est développé et que tous les pays sont entraînés dans la révolution, la guerre populaire s'éteindra aussi, en même temps que l'État ; à tel point que lorsque le dernier bastion de la réaction tombe, les fusils peuvent, presque dès le lendemain, être fondus pour être utilisés à répondre aux besoins de la société. Un fusil ne sera plus nécessaire pour faire travailler un homme paresseux ou pour changer un fonctionnaire incompetent.

Par conséquent, une des premières institutions qui disparaît dans la transition du socialisme vers le communisme sont les armées et leurs raisons d'être causées par la propriété privée et l'exploitation de certains hommes par d'autres. Pour résumer, les pontifes communistes devraient davantage s'intéresser à l'examen de leurs dogmes anti-marxistes avant de condamner les « hérétiques »

Union ouvrière communiste (MLM)  
Juin 2020

Consultez les sites

[vivelemaoisme.org](http://vivelemaoisme.org) - [materialisme-dialectique.com](http://materialisme-dialectique.com)